

SdG Action Awards 2024



Une initiative financée par le Royaume de la Suède et exécutée par le PNUD en collaboration avec l'observatoire congolais des ODD et les partenaires techniques et financiers, agences du système des Nations Unies et les institutions gouvernementales de la RDC.

Awards 2024

Sommaire



Face aux défis complexes du développement, des crises sécuritaires et humanitaires auxquels est confronté la RDC, il est important de braquer un projecteur d'espoir et d'unité, en particulier sur les jeunes qui choisissent de faire la différence dans les différentes provinces et zones rurales du pays. La compétition **SdG Action Awards** garde l'espoir que les jeunes peuvent apporter une valeur ajoutée aux efforts visant à relever ces défis dans la solidarité et transformer la division en unité et l'apathie en action dans les provinces fragilisées par les conflits. Les prix du SdGs Award récompensent les initiatives qui mobilisent, inspirent et connectent les jeunes pour les inciter à agir en faveur d'un avenir plus durable - celles qui renversent le scénario et repensent notre façon de vivre, en démontrant ce à quoi devrait ressembler le progrès et le développement à l'ère de la technologie.



**SDG ACTION
AWARDS**

Les ODD dans le monde et en Afrique : « Beaucoup d’agendas, mais peu d’action à impact rapide »

En 2015, les 193 États membres des Nations Unies ont adopté l'Agenda 2030, un plan ambitieux pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et assurer la paix et la prospérité. Les ODD sont menacés, car les progrès s’enlisent dans la crise climatique, les fluctuations économiques, les conflits et les conséquences des pandémies. Malgré les nombreux agendas et stratégies, il est constaté une lente progression dans l’atteinte des cibles des ODD.

Face à cette situation, les chefs d’État et de gouvernement, les dirigeants politiques et intellectuels de différents secteurs, ainsi que la société civile, les femmes, les jeunes et d’autres parties prenantes, se sont engagés à faire de la prochaine décennie une Décennie d’action et de résultats en faveur du développement durable, ainsi qu’à mobiliser un financement, renforcer la mise en œuvre au niveau national et renforcer les institutions en vue d’atteindre les objectifs de développement durable d’ici à 2030, sans faire de laissés-pour-compte.

En 2023, de nombreux dirigeants et organisations de la société civile ont également appelé à une « grande année d’activisme » dans le but d’**accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du développement durable**, en exhortant les dirigeants mondiaux à redoubler d’efforts pour atteindre les personnes les plus défavorisées, à encourager l’action et l’innovation à l’échelle locale, à renforcer les systèmes de données et les institutions, à rééquilibrer la relation entre les personnes et la nature, et à augmenter le financement en faveur du développement durable. Cet appel à l’action envisage accélérer les actions au niveau local avec une forte implication des jeunes en particulier.

La jeunesse : « une force motrice capable d’inverser le scénario des ODD au niveau local en RDC »

Tirant les leçons des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), il est unanimement accepté que l'Agenda 2030 doit s’appuyer sur les expériences vécues, les histoires, les idées et les solutions proposées par les hommes et les femmes au niveau local. C’est-à-dire la nécessité d’identifier les mécanismes, outils et politiques afin de placer les entités locales au centre des efforts de mise en œuvre des ODD et pour réfléchir aux solutions qui pourraient réellement changer leur vie. En effet, les communautés locales sont les mieux placées pour comprendre les besoins, les défis et les capacités collectifs et, par conséquent, elles sont les partenaires clés pour la réalisation des ODD.

Elles assurent à la fois la prise en compte des besoins réels des populations dans les stratégies de développement locales et l’articulation des priorités locales avec celles aux niveaux national et mondial. A moins de cinq ans de l’échéance convenue, il est clairement établi que La RDC n’est pas sur une bonne trajectoire pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). La jeunesse congolaise pourrait contribuer à développer la résilience des communautés et à stimuler le progrès au niveau national, provincial et local. Sa contribution à l’Agenda 2030 est primordiale pour accélérer l’élan vers la réalisation des Objectifs de développement durable. L’atteinte des ODD constitue un défi crucial, particulièrement pour la RDC.

JERODD « Un partenariat stratégique du PNUD avec les jeunes au niveau local pour l’accélération des ODD »

L’initiative JERODD (Jeunes engagés pour la réalisation des ODD) a été mise en place en 2020 par le PNUD pour favoriser l’engagement citoyen et l’implication des jeunes dans la planification, mise en œuvre et coordination des interventions publiques en RDC au niveau local. L’objectif visé est de créer un écosystème dynamique impliquant une diversité d’acteurs pour la coordination des interventions de développement (agences des Nations Unies, Ministères, Société civile et organisation de jeunesse, bailleurs de fonds, etc.). **Plus de 10.000 jeunes JERODD sont engagés dans les quartiers en contact direct avec les communautés pour diverses activités liées aux ODD.** Avec leur énergie, capacités de mobilisation et engagement, les jeunes font la différence dans les provinces. Ils cartographient les projets des partenaires, suivent les indicateurs des ODD, initient des activités de sensibilisation et de formation et utilisent la technologie pour assurer la remontée des données de développement.

Les JERODD sont des jeunes résidents dans les provinces et entités territoriales décentralisées et sont âgés d’au moins 18 ans, dotés de connaissances, d’aptitudes académiques et/ou de compétences techniques pour la collecte, les suivi-évaluation et le rapportage sur les cibles localisées des Objectifs du Développement Durable, etc. Les JERODD sont essentiellement composés de jeunes élèves et étudiants, de leaders d’associations et d’organisation de la société civile, d’acteurs communautaires, etc. Ces jeunes s’engagent volontairement à accompagner les initiatives des partenaires au développement et des Ministères du Gouvernement provincial dans la vulgarisation des ODD, l’engagement citoyen, la collecte de données, le suivi et la production de données sur les cibles des ODD, etc.

Grâce à cette initiative, les communautés sont à même d’établir un diagnostic de développement de leurs milieux, d’évaluer, de manière participative, les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD au niveau local, d’identifier les lacunes et besoins locaux et, in fine, de donner un cadre aux instances locales de gouvernance afin d’orienter les stratégies d’investissements privés, publics et collectifs. Par ailleurs, au-delà de ce rôle d’optimiser les politiques de développement durable, **les jeunes sont aussi des acteurs majeurs pour stimuler le changement, concevoir des solutions novatrices, éduquer sur le développement durable et assurer l’avenir.**

A travers leur activisme, ils contribuent à l’action publique et à stimuler le changement pour construire des communautés résilientes. Aussi, étant suffisamment informée et en phase avec son époque, les jeunes **ont une meilleure compréhension des problèmes et peuvent proposer des idées nouvelles et concevoir des solutions innovantes, durables et pérennes**, susceptibles d’avoir un impact sur l’atteinte des ODD. Cela grâce notamment à l’utilisation massive de la technologie, les canaux de communication et les médias d’influence à même d’amener les communautés à prendre conscience de l'Agenda 2030 et des ODD afin de susciter la contribution de tous.





SdG Action Awards : « Une initiative qui favorise des actions à impact rapide, les financements innovants et flexibles et l'engagement citoyen »

Dans le but d'accélérer les ODD au niveau local, une compétition interprovinciale dénommée « SDG Action Awards » a été initiée par le PNUD et ses partenaires pour accélérer la mise en œuvre et le suivi des ODD dans les provinces de la RDC. Les prix du SdGs Award récompensent les initiatives qui mobilisent, inspirent et connectent les jeunes pour les inciter à agir en faveur d'un avenir plus durable - celles qui renversent le scénario et repensent notre façon de vivre, en démontrant ce à quoi devrait ressembler le progrès et le développement à l'ère de la technologie. De façon générale, cette compétition a pour objectif d'inciter les jeunes à s'intégrer dans la recherche de solutions aux problèmes de développement qui affectent l'atteinte des ODD dans leurs communautés respectives. De façon spécifique, la compétition vise à :



Récompenser les initiatives qui ont le potentiel d'accélérer les progrès vers l'atteinte des ODD dans les provinces pilotes ;

01

02

Valoriser et capitaliser le potentiel des jeunes dans la recherche des solutions endogènes aux problèmes des provinces et des entités territoriales décentralisées ;

Maximiser l'engagement citoyen et la participation des jeunes filles et garçons aux interventions de développement dans les provinces et les entités territoriales décentralisées ;

03

04

Permettre aux jeunes de passer de leur état de bénéficiaires à acteurs du développement de leur propre cadre de vie à travers des solutions innovantes et inspirées des nouvelles technologies ;

Identifier et célébrer les institutions publiques privées et nationales qui contribuent à l'accélération des ODD en RDC.

05

Première édition 2024 : « Les institutions et initiatives qui contribuent à renverser le scénario en démontrant ce à quoi devrait ressembler le progrès et le développement à l'ère de la technologie ».



“

Le SDG ACTION AWARDS n'est que le début d'une collaboration et d'un engagement, parce que l'avenir de la RDC et celui de l'Afrique se trouve dans la jeunesse.

DAMIEN MAMA

Représentant Résident du PNUD RDC



“

Le pays est jeune, alors il faut que les jeunes s'impliquent dans le développement. Si nous avons besoin d'un vrai changement dans ce pays c'est avec les jeunes.

MODESTE KAKANDA

Coordonateur/OCDD



“

L'importance des Jeunes au niveau local est nécessaire pour le développement. On est là pour accompagner ces jeunes au travers du PNUD.

Henri RASBRANT

Ambassadeur du Royaume de Suède



Les prix du SdGs Award récompensent les acteurs, institutions et initiatives qui financent, mobilisent, inspirent et connectent les jeunes pour les inciter à agir en faveur d'un avenir plus durable

Ministère du Plan
Secteur privé
Banque mondiale

PNUD
UNFPA
UNICEF

Ambassade Japon
Ambassade Corée
Ambassade Suède



SEWHOPE – “Coudre l’Espoir” (Goma)

Dans les camps de déplacés à Goma, les jeunes filles et femmes vivent dans une précarité extrême, sans accès adéquat aux produits d’hygiène menstruelle ni à des informations fiables sur la santé sexuelle. Cette situation entraîne des risques sanitaires récurrents, un isolement social profond et un absentéisme scolaire significatif, compromettant leur santé, leur dignité et leur avenir. Pour y répondre de manière locale et durable, le projet « **SEW HOPE** » a formé des femmes déplacées à la fabrication artisanale de serviettes hygiéniques réutilisables, respectant les normes d’hygiène.

À ce jour, **3 000 serviettes** ont été produites et distribuées gratuitement aux jeunes filles et femmes vulnérables. En parallèle, une campagne de sensibilisation a touché **5 000 bénéficiaires**, renforçant leurs connaissances en santé sexuelle et hygiène menstruelle. Ce projet contribue à l’autonomisation économique des femmes, à la préservation de la dignité menstruelle et à l’inclusion active des jeunes filles, tout en renforçant la résilience communautaire face à la crise.

Ce projet a eu un impact concret et transversal sur plusieurs ODD



En facilitant l'accès à des produits menstruels sûrs, durables et hygiéniques, le projet réduit les risques d'infections et améliore la santé reproductive des femmes et des filles.



En garantissant une meilleure gestion de l'hygiène menstruelle, le projet lutte contre l'absentéisme scolaire chez les filles pendant leurs règles.



En renforçant l'autonomie des femmes et en déconstruisant les tabous liés aux menstruations, le projet promeut la dignité, l'égalité et l'inclusion.



La formation et la création de petites unités génératrices de revenus offrent aux femmes déplacées des moyens concrets de subvenir à leurs besoins de façon durable.



En misant sur des serviettes lavables et réutilisables, le projet réduit les déchets et promeut des alternatives écologiques adaptées au contexte local.

FORMATION EN COUTURE ARTISANALE



Des sessions pratiques ont permis à des femmes déplacées d'acquérir des compétences en confection de serviettes hygiéniques lavables. Cela inclut la maîtrise des tissus adaptés, des techniques de découpe, de couture et de stérilisation.

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE



Les bénéficiaires ont été accompagnées dans la gestion de petites unités artisanales, favorisant ainsi la création de micro-entreprises dirigées par des femmes, dans un environnement marqué par l'insécurité et la précarité.

PRODUCTION ET DISTRIBUTION



Des centaines de serviettes hygiéniques lavables ont été produites et distribuées gratuitement aux adolescentes et femmes vivant dans les camps, accompagnées de séances de sensibilisation sur la santé menstruelle et l'hygiène.

BRISER LES TABOUS



Par des dialogues communautaires et la distribution publique des serviettes, le projet a contribué à démystifier les menstruations, sujet encore fortement stigmatisé.



Plus de **5000 femmes** et jeunes filles bénéficiaires directs du projet SEW HOPE dans la province du Nord Kivu



«Travailler dans le projet SewHope est une bénédiction pour moi. J'ai appris un métier que je n'aurais jamais imaginé faire. Grâce à cela, je peux prendre soin de moi et de mes proches. Ce projet nous a donné de l'espoir et la force de continuer malgré tout.»

«Quand j'ai commencé, je ne savais même pas coudre. Aujourd'hui, je fais partie d'une équipe qui fabrique des serviettes hygiéniques pour des milliers de femmes comme moi. Ce projet a changé ma manière de voir l'avenir. J'ai l'impression de contribuer à quelque chose de plus grand, et cela me donne la motivation de venir chaque jour avec un sourire.»



Perspectives du projet

Le projet d'hygiène menstruelle mis en œuvre dans les camps de déplacés à Goma ouvre des perspectives solides et évolutives, ancrées dans les besoins réels du terrain.

À court terme, il peut se consolider par la structuration des femmes formées en unités de production communautaires, dotées de compétences techniques et accompagnées par des mécanismes simples d'amorçage économique, tels que des fonds rotatifs ou des partenariats locaux avec des structures de microfinance. Cela permettra de garantir la pérennité de la fabrication et de la distribution des serviettes hygiéniques réutilisables, au-delà de la phase d'urgence.

À moyen terme, le projet pourra être intégré dans les dispositifs provinciaux de réponse humanitaire et d'éducation à la santé, à travers la mise en place de modules dans les écoles de camp, la formation de pairs éducatrices, et l'adoption de standards locaux d'hygiène menstruelle en contexte de crise.

Sur le long terme, une extension géographique dans d'autres territoires affectés par les conflits (comme Masisi, Rutshuru ou Beni), accompagnée par la création d'un centre de formation provincial dédié à l'hygiène menstruelle, renforcerait son ancrage structurel.

PAFFV – Kasai Central Réinsertion des femmes victimes de conflits par les Activités Génératrices de Revenus (AGR)

Dans une province marquée par l’instabilité post-conflit, le Programme d’Appui aux Femmes et Filles Vulnérables (**PAFFV**) met l’accent sur l'autonomisation économique des femmes touchées par les violences et les déplacements.

Le projet a permis d’améliorer la chaîne de valeur agricole à travers :

- La création de **12 unités** de transformation artisanale (manioc, arachide, huile de palme),
- La formation de **150 femmes** à la conservation et à l’emballage des produits,
- La mise en réseau avec des marchés locaux et urbains.



DES SESSIONS DE COACHING ÉCONOMIQUE

ont été dispensées pour améliorer la gestion des revenus et encourager la réinsertion économique progressive.



STABILISATION ÉCONOMIQUE POST-CONFLIT

Le retour à une activité économique structurée contribue à la reconstruction du tissu social et économique local.

RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE

Les tontines créent des liens de solidarité entre femmes survivantes et facilitent leur réintégration dans les villages.

AUTONOMIE RETROUVÉE

Pour de nombreuses femmes, ce projet a représenté une transition vers l'indépendance financière et psychologique après des années de vulnérabilité.



L'accès aux AGR permet aux femmes de générer un revenu stable, réduisant leur dépendance humanitaire.



Le projet renforce la sécurité alimentaire locale par la valorisation des filières agricoles locales.



Les femmes sont repositionnées comme actrices économiques, leaders d'initiatives locales et membres actives de structures d'épargne.



La professionnalisation des AGR offre aux bénéficiaires un cadre économique digne et pérenne.



L'introduction de la transformation artisanale et des outils de gestion numérique contribue à la modernisation rurale.

Plus **200** des femmes

ont bénéficié d'un accompagnement technique pour développer **des AGR basées** sur des filières locales : culture du manioc, maraîchage, transformation du maïs, production d'huile de palme, etc.



Perspectives du projet

Le projet d'autonomisation des femmes et jeunes filles victimes des atrocités de Kamuina Nsapu offre des perspectives prometteuses à court, moyen et long terme.

À court terme, il permettra la formalisation des bénéficiaires en groupements économiques solidaires, la mise en place de points d'appui communautaires pour le suivi et le mentorat, ainsi que le renforcement des partenariats locaux pour soutenir les AGR lancées.

À moyen terme, le projet pourra évoluer vers la structuration des activités en coopératives féminines, la mise en place d'un fonds tournant pour l'inclusion financière durable, l'élargissement géographique à d'autres zones touchées par le conflit et l'organisation de foires locales pour valoriser les produits.

À long terme, le projet pourra être intégré dans les politiques publiques provinciales comme modèle de relèvement post-crise sensible au genre, déboucher sur la création d'un centre d'incubation provincial pour l'entrepreneuriat féminin, favoriser la mise en réseau interprovinciale et régionale des femmes entrepreneures, et servir de modèle reproductible par d'autres institutions nationales ou internationales œuvrant dans le relèvement post-conflit et l'autonomisation des femmes.



Action 13 : pour répondre aux effets du changement climatique à Kinshasa

La ville de Kinshasa, et particulièrement la commune de Ngaliema, fait face à des défis environnementaux croissants liés aux effets du changement climatique : érosions dévastatrices, glissements de terrain, inondations, assainissement défaillant, perte de couverture végétale, etc. **Ces phénomènes fragilisent les infrastructures, affectent les moyens de subsistance et mettent en péril la sécurité des populations, en particulier dans les zones les plus vulnérables.**

En dépit de ces menaces, il n'existe pas encore de système centralisé, dynamique et accessible permettant de suivre, signaler et anticiper les événements climatiques à l'échelle locale. Le manque d'informations fiables et en temps réel limite la capacité des autorités locales à prendre des décisions éclairées, à planifier efficacement les interventions, ou à mobiliser la population pour la prévention et la résilience.

C'est dans cette optique que le projet « **Action 13** » propose de mettre en place une plateforme numérique innovante dédiée à la commune de Ngaliema, qui offrira des données, alertes, cartographies, et contenus pédagogiques sur les risques climatiques locaux., **les JERODD ciblent les zones à haut risque et vulnérable, ils répertorient, cartographient et en suite mettent des actions a impact direct pour limiter les dégâts causés dans les milieux cibler ou répertorier.**



Mise à disposition d'outils d'adaptation locale, sensibilisation de la population et appui à la planification climatique.



Réduction de la vulnérabilité urbaine, amélioration de la résilience face aux risques climatiques.



Usage des technologies numériques pour renforcer la gouvernance urbaine et l'action environnementale.



Effet sur la population : Information et prévention accrues

- **70 % des ménages** dans les zones à risques de **Ngaliema** accèdent à des alertes ou à des données via la plateforme d'ici 12 mois.
- **D'ici 24 mois**, réduction d'au moins **30 %** des cas signalés de destruction d'habitations par érosion dans les zones surveillées.
- **Au moins 100 signalements** communautaires géolocalisés par mois sur la plateforme dès la fin de la 1^e année.

Effet sur la gouvernance locale : Aide à la décision

- D'ici 6 mois, au moins **3 services municipaux** (urbanisme, environnement, sécurité civile) utilisent la plateforme pour guider leurs interventions.
- Adoption d'au moins **1 plan d'action communal** fondé sur les données de la plateforme dans les **18 premiers mois**.

Effet sur les capacités communautaires : Sensibilisation et adaptation

- Organisation de **10 séances** de sensibilisation dans les quartiers ciblés d'ici 12 mois, avec au moins **500 personnes formées**.
- Augmentation de **50 %** du taux de bonnes pratiques communautaires (reboisement, non-construction en zones à risques) mesuré par enquête annuelle à partir de la 2^e année.



Renforcer la résilience environnementale et climatique de la commune de Ngaliema à travers une plateforme numérique innovante de gestion de l'information climatique, comme outil d'aide à la décision pour les autorités et la population.

Appui au gouvernement provincial dans la traçabilité numérique des recettes fiscales pour le financement du plan de développement de la province.

Dans un contexte de décentralisation et de promotion du développement local, la mobilisation accrue des ressources internes demeure un levier fondamental pour l'autonomisation financière des provinces de la RDC. Le Kasai-Central, malgré ses potentialités économiques et humaines, fait face à d'importants défis liés à la faiblesse de la mobilisation et de la gestion des recettes fiscales. Cette situation limite considérablement la capacité de la province à financer durablement son Plan de Développement Provincial (PDP).

Conscients de ces enjeux, les Jeunes Engagés pour la Réalisation des Objectifs de Développement Durable (JERODD) ont proposé un projet innovant visant à appuyer le gouvernement provincial dans la traçabilité numérique des recettes fiscales, afin de renforcer la transparence, améliorer les performances fiscales, et surtout canaliser efficacement les ressources vers le financement des priorités du PDP.

Ce projet-pilote se veut une première étape vers une gouvernance fiscale modernisée, centrée sur la transparence, la redevabilité et l'efficacité dans la mobilisation et l'utilisation des fonds publics.

Impact et Perspectives

La mise en œuvre de ce projet aura des retombées directes et indirectes importantes pour la population du Kasai-Central :

- **Amélioration des services publics locaux** : Une meilleure mobilisation et affectation des recettes permettront de financer les secteurs prioritaires du PDP tels que la santé, l'éducation, les infrastructures, et l'accès à l'eau potable.
- **Renforcement de la confiance citoyenne** : En permettant un suivi numérique transparent des recettes fiscales, le projet contribuera à renforcer la confiance entre les citoyens, les contribuables et l'administration publique.
- **Éducation fiscale** : L'application pourra inclure des modules de sensibilisation qui aideront les citoyens à comprendre le lien entre fiscalité, redevabilité et développement local.
- **Création d'emplois numériques et techniques** : La gestion et l'exploitation de l'application créeront de nouveaux métiers liés à l'informatique, à la fiscalité et à la gestion des données.



Renforcement de la transparence et de la redevabilité dans la gestion des finances publiques.



Création d'emplois numériques et d'opportunités pour les jeunes dans les domaines de la technologie et de la gestion des données.

Ce que l'application apportera concrètement

- Suivi en temps réel des recettes collectées par entité territoriale.
- Rapports automatisés pour les services techniques et les décideurs politiques.
- Alertes et indicateurs de performance sur les écarts ou irrégularités.
- Interface publique accessible aux citoyens pour suivre les recettes globales collectées et les affectations prévues.
- Base de données centralisée et sécurisée pour la conservation historique des flux fiscaux.

Perspectives pour la province

À court terme (6-12 mois) :

- Phase pilote dans certaines zones urbaines et semi-urbaines du Kasai-Central.
- Sensibilisation des acteurs concernés (services fiscaux, contribuables, élus, etc.).
- Collecte de données et amélioration du système en fonction des retours d'expérience.

À moyen terme (1-2 ans) :

- Extension de l'application à l'ensemble de la province.
- Intégration avec d'autres systèmes numériques (état civil, cadastre, guichets uniques).
- Meilleure prévisibilité budgétaire pour le gouvernement provincial.

À long terme (3-5 ans) :

- Réplicabilité du projet dans d'autres provinces de la RDC.
- Réduction significative de l'évasion fiscale.
- Ancrage d'une culture de la redevabilité publique et de l'innovation numérique pour le développement.

Appui technique à l'archivage et la digitalisation des documents légaux de l'assemblée provinciale (Kasai-Central)

Le bon fonctionnement des institutions démocratiques repose en grande partie sur la conservation sécurisée des documents légaux, administratifs et historiques. Dans le Kasai-Central, l'Assemblée provinciale détient un rôle central dans l'élaboration des textes législatifs, le contrôle de l'exécutif et la représentation des citoyens. Cependant, cette institution fait aujourd'hui face à une fragilité structurelle importante de son système d'archivage, tant physique que numérique.

Cette situation s'explique en grande partie par les événements violents survenus entre 2016 et 2018, liés aux conflits coutumiers dits de Kamuina Nsapu. Ces affrontements ont entraîné des actes de vandalisme, de pillage et de destruction dans plusieurs bâtiments publics, y compris ceux de l'administration provinciale. De nombreux documents légaux ont été égarés, endommagés ou détruits, affectant gravement la continuité institutionnelle et la mémoire juridique de la province.

Aujourd'hui encore, cette perte d'archives se fait sentir dans le fonctionnement quotidien de l'Assemblée : des textes de lois introuvables, des dossiers incomplets, et des difficultés d'accès à l'historique des décisions politiques. Cela limite non seulement la redevabilité des élus, mais aussi la capacité des citoyens, des journalistes et des chercheurs à suivre les processus de gouvernance.

Impact et Perspectives

La mise en œuvre de ce projet aura des retombées directes et indirectes importantes pour la population du Kasai-Central :

- **Accès amélioré à l'information publique :** 70 % des lois et décisions seront numérisées et consultables d'ici 12 mois.
- **Renforcement de la gouvernance :** Un système numérique sécurisé opérationnel à l'Assemblée dans la 1^{er} année, réduisant les pertes documentaires et favorisant la redevabilité.
- **Réduction des conflits administratifs :** Diminution d'au moins 30 % des litiges liés à l'absence de documents officiels dès la 2^{ème} année.
- **Création d'emplois techniques locaux :** Au moins 10 jeunes formés et impliqués dans le projet la 1^{er} année.
- **Préservation de la mémoire institutionnelle :** Base de données durable intégrée aux pratiques administratives d'ici 3 à 5 ans.



- Restauration de la mémoire institutionnelle après les pertes liées aux violences (Kamuina Nsapu).
- Renforcement de l'État de droit par une traçabilité claire des textes juridiques, décisions et lois adoptées.



- Introduction des technologies numériques dans la gouvernance locale.
- Modernisation de l'administration publique en intégrant des outils d'archivage électronique.

Perspectives du projet pour la province

À court terme (6-12 mois) :

- Récupération, tri et sécurisation des documents physiques disponibles.
- Mise en place d'un système de classement physique et d'un protocole de numérisation.
- Développement et installation d'un système numérique interne de consultation des archives.
- Formation des agents de l'Assemblée à l'archivage et à l'usage de la plateforme numérique.

À moyen terme (1-2 ans) :

- Digitalisation complète des documents légaux historiques et récents.
- Création d'une base de données centralisée, régulièrement mise à jour.
- Réduction du recours au papier et transition vers une administration écoresponsable.
- Interconnexion possible avec d'autres institutions (Gouvernorat, Ministères, Tribunaux) pour faciliter les échanges.

À long terme (3-5 ans) :

- Généralisation du système d'archivage et de digitalisation à d'autres institutions provinciales (ministères, divisions).
- Émergence d'un modèle reproductible pour d'autres provinces touchées par les conflits.
- Création d'un centre numérique provincial de mémoire et d'archives publiques consultable par les chercheurs, les citoyens et les OSC.
- Ancrage durable d'une culture de gouvernance numérique et de préservation documentaire dans la province.